

## INÉDIT • Puisé dans les archives

« En conclusion, les amateurs ne manquent pas pour s'associer à notre commune et j'en suis ravi. Afin de départager les communi- cants, je propose des commissions pour le 1<sup>er</sup> mars 1975, à l'effet de proposer la plus élevée pour retourner, pour contribuer à la construction d'une petite église d'appartenance à Piétrebais. L'emplacement nous est cédé par l'honorable famille de l'ancien seigneur le baron de Lathuy de 1872. »

De tout ce qui précède, sachant le vœu de la majorité de la population, nous marquons notre accord, à la solution bénéfique de notre grand historien de Piétrebais, pour beaucoup de politique est un bel exemple de courage et de vaillance, quel qu'en soit tout les avantages.

Le bourgmestre.

Joseph Lorge

Lettre de Joseph Lorge envoyée en mai 1975 à André-Marie Douillet (Vers l'Avenir). Archives Joseph Michel

Joseph Lorge, dit *Guinguette*, est un fameux personnage. Bourgmestre de Piétrebais depuis 1965 et entrepreneur de son état, il avait sous ses ordres suffisamment d'ouvriers pour trouver porte ouverte dans bien des familles de sa commune.

Entre autres faits d'armes, il avait ordonné la démolition de l'église et de la cure. Finalement, un arrangement a été trouvé avec la famille de Loppem qui céda un bout de terrain à condition que la commune y construise une église. Tant qu'à faire, pourquoi ne pas demander aux « prétendants » (Incourt, Jodoigne, Grez-Doiceau ou Beauvechain) de régler la note ?

La présente lettre a été envoyée non seulement à Vers l'Avenir mais également au ministre Joseph Michel et aux bourgmestres des communes environnantes : un vrai morceau de bravoure !

On le sait, c'est Incourt qui a décroché le morceau. Après la fusion, *Guinguette* a encore été élu conseiller communal mais sans finir son mandat, pour cause de déménagement vers Namur. Quant à l'église, on attend toujours...

## Brèves de fusion

## Préfusion

● **Piétrebais et Chapelle-Saint-Laurent** ont été réunis par décret impérial le 24 avril 1811. Ce ne fut pas une partie de plaisir, racontent les géographe et historien Tarlier et Wauters (1872) : « *Les habitants ne s'entendent pas et ceux de Piétrebais ont déjà sollicité leur séparation sous prétexte que l'administration locale soigne de préférence les intérêts de Chapelle.* »

## Les élections de 1970

● **Glimes.** Avec huit voix d'avance, la liste Renouveau communal, constituée de candidats du hameau de Thorembizoul, défait les Glimois. Dans la foulée, Gabriel Hannot (PLP) déboulonne Joseph Lardinois et constitue son collège avec Richard Boton et Émile Romain.

● **Incourt.** Sans surprise, le bourgmestre (depuis 1959) et boucher Alphonse Barras (PSC) l'emporte devant la liste du Dr Frans Scharpé et René Falise. Au collège : Paul Hermoye et Alphonse Lebrun.

● **Opprebais.** Le Dr Marcel Delf (PSB), bourgmestre depuis 1947, l'échappe belle. Il remporte cinq sièges contre quatre pour la liste du comptable Richard Gilson et d'André Bauwin. À partir de là, tout se

complique... Léon Walry, 24 ans, se présente en vain comme échevin contre ses colistiers Albert Godart et Aimé Mauroy. Finalement, au retour de son service militaire, il remplace Albert Godart. En septembre 1974, mort du Dr Deneuf et nouvel imbroglio : avec quatre candidatures sur les bras, Joseph Michel choisit de nommer André Bauwin, PSC dans l'opposition.

● **Piétrebais.** Encore plus juste ! Ici, c'est à 1 voix et 3/7<sup>e</sup> près que Joseph Lorge (PLP) rempile pour un second mandat. Au collège, Gustave Van Beukhout et Robert Marchal. Dans l'opposition, notamment, Jules Godefroid.

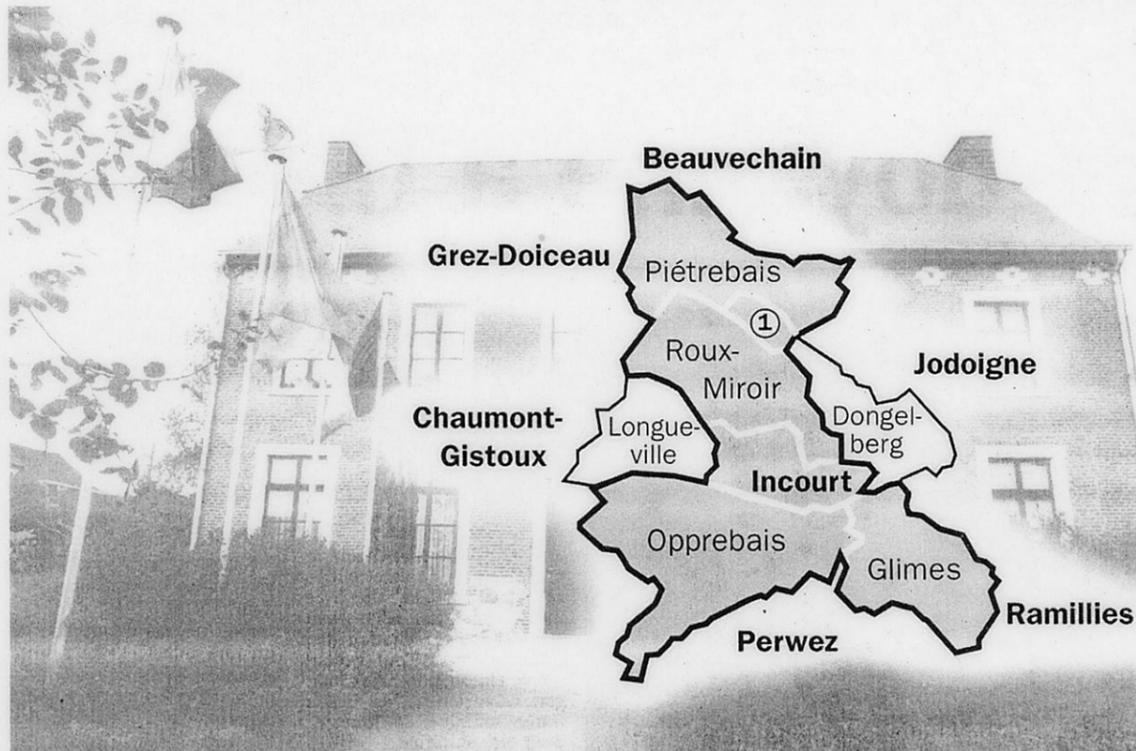
● **Roux-Miroir.** Coup de théâtre : le soir des élections, Jules José Conard (PLP), maître sortant, quitte la nouvelle majorité (4) du « rassemblement des progressistes » pour se joindre aux trois élus minoritaires. Au collège : Émile Bertrand (PSB) et Victor Moniquet (PSC).

## Référendum

● Le 1<sup>er</sup> mars 1975, la population de Piétrebais est invitée à se prononcer sur la fusion avec Incourt. Taux de participation : 50 %. 122 pour, 97 contre et 14 bulletins nuls. Les bulletins non rentrés (229), selon le bourgmestre, devaient être considérés comme favorables à Incourt...

## HISTOIRES DE FUSIONS • Incourt

## Les petites communes rurales refusent le grand Jodoigne



(1) Une langue de terre (78 ha) qui sépare Roux-Miroir de Piétrebais est enlevée à Dongelberg et tombe dans l'escarcelle d'Incourt. Le hameau de Happeau, revendiqué dans sa totalité par Incourt et Jodoigne reste éclaté entre Lathuy et Piétrebais.

*Avec Piétrebais tentée par Grez-Doiceau et Glimes promise à Jodoigne, la naissance d'Incourt tint du petit miracle politique.*

Le 1<sup>er</sup> janvier 1977, cinq petites communes rurales ont uni leurs destinées et rassemblé sous un seul toit une belle brochette de mandataires aux caractères bien trempés.

Revue de détail avec les témoignages de Henri Jacques, Jules Godefroid, Jean Lamotte, Émile Bertrand, Jules Conard, Richard Boton, Albert Haccourt, les tracts électoraux et les journaux de l'époque ainsi que les archives inédites de Joseph Michel.

## Oui au Plan Costard !

À la suite de la loi du 25 juillet 1971 organisant la fusion des communes, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Renaat Van Elslande (CVP), avait demandé à son administration un avant-projet global de fusions.

Révélé à la presse en août 1972, à la suite d'une indiscretion, il devint à jamais le « Plan Costard », du nom du directeur général du ministère de l'Intérieur.

Autant dire que cela fit l'effet d'une bombe. Du jour au lendemain, les 2 359 commu-

nes que comptait alors la Belgique furent prises d'une indescriptible frénésie qui ne s'interrompit que quatre ans et demi plus tard.

À Incourt, en tout cas, on respirait d'aise. Il leur était proposé une belle petite fusion, associant Dongelberg, Longueville, Opprebais, Piétrebais et Roux-Miroir avec Incourt comme commune-pilote. Le 8 octobre 1973, Glimes souhaita se joindre au groupe.

## Fissures

Cinq jours plus tard, le front se dégarmit : minée par des querelles intestines – le bourgmestre Albert Tordoir (PLP) est mis en minorité par les socialistes et une partie de son collège –, la commune de Dongelberg vote une résolution souhaitant son regroupement avec Jodoigne.

À Longueville, la sécession est d'un tout autre ordre : le bourgmestre Maurice Dallemagne estime que les terres de sa commune seraient plus valorisées dans la fusion de Chaumont-Gistoux et décide donc de tourner le dos à ses petites voisines rurales. C'est ainsi que la route entre Roux-Miroir et Longueville ne sera jamais achevée...

## Le Plan Michel

Début février 1975, cette fois, le grand braquet est mis. Les communes reçoivent les propositions du ministre Mi-

chel et nonante jours pour remettre leur avis et d'éventuels projets alternatifs.

Joseph Michel propose trois grosses entités : Jodoigne, Orp-Jauche et Perwez. Incourt est associée à Opprebais, Piétrebais et Roux-Miroir, mais en réalité, ce que vise le ministre, c'est la réunion avec Jodoigne. Dans cette hypothèse-là, Piétrebais a encore la possibilité de rejoindre la fusion de Grez-Doiceau.

## On vote !

À Piétrebais, justement, c'est la pétouillère. Majorité et opposition sont toutes deux divisées. Les vieux antagonismes, nés d'une mauvaise fusion de 1811 (!) ressurgissent.

Chapelle Saint-Laurent, plus bourgeois, veut fusionner avec les blancs gilets de Grez-Doiceau, et Piétrebais, plus rural, se tourne vers Incourt.

Un référendum est décidé mais les résultats sont peu probants. Le bourgmestre Lorge, grand joueur devant l'éternel, fera même intervenir le directeur du Casino de Middelkerke (!) auprès de Joseph Michel pour le soutenir contre Jodoigne qui exigeait que tout le hameau d'Happeau soit regroupé sur son territoire.

## La tentation de Ramillies

Glimes connaît les mêmes tensions. Elle participe aux réunions organisées à Gérompont par le secrétaire communal

René Colen et Jean-Pierre Berchem, le bourgmestre d'Autre-Eglise (voir notre édition du 11 avril) pour créer de toutes pièces une commune rurale entre Jodoigne et Perwez... tout en suivant de près les menées du bourgmestre d'Incourt.

Finalement, le conseil se réunit une première fois, le 19 février 1975, pour réaffirmer son souhait de fusion avec Incourt exprimé en 1973 et puis une deuxième fois, le 4 avril, pour se rallier à Ramillies... si l'entité d'Incourt n'était pas acceptée.

## Entre poste et boucherie

À Incourt, Joseph Barras est partout et s'occupe de tout. Président de la fabrique d'église, de la Croix-Rouge, du club de football et des Amis du baron Bouvier, il a aussi, de par son commerce, d'excellentes relations avec Paul Vanden Boeynants, alors ministre de la Défense.

Il écrit de tous côtés pour défendre sa petite idée : « *Bourgmestre depuis seize ans, ancien boucher, j'ai parcouru cette région de long en large pendant 35 ans, c'est vous dire que je la connais parfaitement tant au point de vue économique, culturel que sentimental et autres.* »

Incourt abrite un bureau postal de 3<sup>e</sup> classe qui dessert les huit villages (en comptant Sart-Risbart) : ce serait, dit-il, la plus belle entité rurale et résiden-

## Le pourquoi du comment

Incourt est une commune « par défaut ». Constituée autour d'un bureau de poste de troisième classe et bien en deçà des objectifs annoncés par le ministère de l'Intérieur, soit 5 000 hectares et 10 000 habitants.

## Pourquoi ?

Le Plan Michel proposait un grand Jodoigne, de 16 communes et de 12 000 habitants. Les dix de Jodoigne actuel, Huppaye (Ramillies) et les cinq d'Incourt. Et là encore, Piétrebais aurait pu choisir entre la fusion de Grez-Doiceau ou la cité de la Gadale.

## Comment ?

Le bourgmestre Barras (Incourt) a entraîné tous ses voisins dans une croisade contre Jodoigne, mais ce fut une victoire à la Pyrrhus. Amputée de Longueville qui préférait la notoriété et la richesse de Chaumont-Gistoux et de Dongelberg en proie à ses incessantes querelles politiques, Incourt ne dut finalement son salut qu'à l'arrivée providentielle de la Fondation rurale de Wallonie.

tielle de l'arrondissement de Nivelles !

## Vers les élections

Et ça marche ! Enfin presque... La décision intervient en juillet 1975 : Glimes tombe du bon côté, mais Dongelberg et Longueville en sont exclus. Absurde. Tout aussi absurde que de ne pas avoir réalisé le grand Jodoigne.

Par peur de créer une commune socialiste trop importante – René Basecq, bourgmestre de Jodoigne était à l'époque vice-président du Sénat –, disent les uns. Pour permettre l'éclosion de petites entités libérales ou chrétiennes selon d'autres. Probablement les deux.

En attendant, il faut préparer les échéances électorales d'octobre 1976. Comme à Jodoigne, les élections se révéleront un véritable jeu de massacre pour les bourgmestres sortants.

Le docteur Frans Scharpé, jusque-là dans l'opposition à Jodoigne, impose l'alliance avec la liste de Léon Walry et la nomination de René Falise au détriment de Joseph Lorge et d'André Bauwin.

Scharpé s'engage à céder l'écharpe à Léon Walry à la moitié du mandat, mais à la suite d'un imbroglio lors de la nomination de membres du personnel communal, le bourgmestre casse l'accord. Partie remise pour Walry... jusqu'en 1986.

Stéphane VANDEN EEDE

## HISTOIRES DE FUSIONS • Le livre

Le 1<sup>er</sup> janvier 1977, 27 communes sans effusion

Réservez dès maintenant l'ouvrage reprenant l'ensemble des chroniques consacrées à l'histoire des fusions de communes en Brabant wallon. De nombreux textes, archives et annexes inédits dans un ouvrage de 300 pages, publié par les Éditions Rencontres, en partenariat avec Vers l'Avenir.

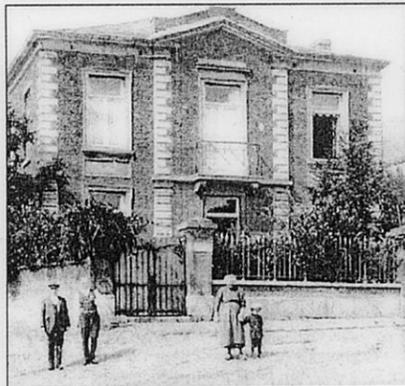
La souscription est ouverte au prix de 20 € (au lieu de 25 €). Renseignements : Éditions Rencontres, « 27 communes sans effusion », 19 rue de Bomal - 1315 Glimes

010/88 12 13.  
Email : ed.rencontres.asbl@brutele.be  
Compte : 191-3549082-12

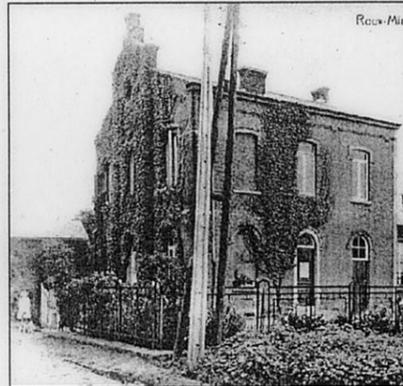
## QUE SONT DEVENUES LES MAISONS COMMUNALES ?



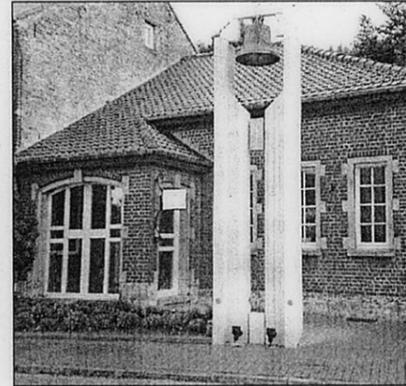
À Glimes, la maison communale était sur la place, face à l'église. Elle appartient aujourd'hui à un particulier.



L'ancienne maison communale d'Incourt a également servi d'école. À présent, le bâtiment est notamment utilisé par l'ALE.



Sur cette photo ancienne, on distingue l'ancienne maison communale de Roux-Miroir. Elle sert maintenant de logement et de salle communautaire.



À Piétrebais-Chapelle-Saint-Laurent, la maison communale est devenue une chapelle. Une cloche y a récemment été inaugurée.



À Opprebais-Sart-Risbart, l'ancien bâtiment de la maison communale est maintenant une annexe l'école du village.